

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 112
N° 10

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Me 1963**ABONNEMENTS**Un an Six mois 3 mois
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne 7 fr.
Publication de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 7 fr.

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

Extraits. — Acquisition de la nationalité fran-
çaise : Famille CHONG (Poune) 176

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

Pages

1963 22 avril	Arrêté n° 947 CAB/MIL. sur l'alimentation de la troupe et des animaux, applicable pour compter du 1er avril 1963	176
25 avril	Arrêté n° 983 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 63-35 du 4 avril 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local d'équipement 1963	178
26 avril	Arrêté n° 990 AA portant interdiction de séjour	179
27 avril	Arrêté n° 1007 J autorisant les journaux « Journal de Tahiti » et « Les Nouvelles » à publier des annonces judiciaires et légales	180
27 avril	Arrêté n° 1008 AA autorisant le report de la date de tirage d'une tombola	180

29 avril	Décision n° 1017 Plan accordant une subvention à l'institut de recherches pour les huiles et les oléagineux à Paris	180
30 avril	Décision n° 1025 Plan allouant une subvention aux directeurs de l'école Sainte-Thérèse à Papeete	181
2 mai	Arrêté n° 1030 Plan autorisant un virement de crédit de paiement sur l'exercice 1963 de la section locale du F.I.D.E.S.	181
4 mai	Arrêté n° 1050 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la paroisse catholique de Sainte-Thérèse	182
4 mai	Arrêté n° 1051 FT portant modification de l'encaisse maximum des agences de Makatea et Atuona	183
4 mai	Arrêté n° 1053 FT accordant une avance à la chambre d'agriculture et d'élevage de la Polynésie française	183
4 mai	Arrêté n° 1054 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts directs perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1963	183
4 mai	Arrêté n° 1055 D portant annulation de créance au titre de la taxe de statistique	184
4 mai	Arrêté n° 1056 D portant admission en franchise des droits et taxes d'importation d'un appareil de projection destiné au collège Anne-Marie Javouhey	184
4 mai	Arrêté n° 1057 AA autorisant l'ouverture de divers établissements classés	184
4 mai	Arrêté n° 1058 TG ouvrant à la plonge à nu des huîtres nacrées et perlières dans le secteur de Taku (Gambier)	185

4 mai Arrêté n° 1059 AGR modifiant l'arrêté n° 1015 d du 5 août 1948 réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille	185
Extraits	186

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommodo.— M. Marcel Jamet	192
Service des domaines et de la propriété foncière.— Vente aux enchères publiques (25 mai 1963)	192
Service de la météorologie.— Résumé des observations météoro- logiques pendant le mois de juillet 1962	196

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	193
Annonces diverses	195

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

EXTRAITS

DÉCRET du 22 avril 1963 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 28 avril 1963).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chong (Poune), Nunue (île de Bora-Bora), 12-02-27, NAT,
Chong, née Lei Foc, Papenoo (Tahiti), 20-07-28, NAT,
Chong (Evelyne), Uturoa (Polynésie française), 28-07-49,
EFF,
Chong (Gilles), Uturoa (Polynésie française), 06-06-51, EFF,
Chong (Jean-Gilbert), Uturoa (Polynésie française), 21-08-53,
EFF,

Chong (Georges), Uturoa (Polynésie française), 08-02-57,
EFF,

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Puchon (Raymond),
Puchon, née Lefort (Juliette),
Puchon (Evelyne),
Puchon (Gilles),
Puchon (Jean-Gilbert),
Puchon (Georges).

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 947 CAB/MIL du 22 avril 1963 sur l'alimentation de la troupe et des animaux, applicable pour compter du 1^{er} avril 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu l'instruction ministérielle n° 18970 MA/P/ORG/INT/MB/DSS/DC/CDE du 22 septembre 1955 sur le service de l'alimentation dans les corps de troupe stationnés dans les départements et les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu la circulaire n° 20.923/DSOM/INT/3.BE/2/REG/C.F. du 9 novembre 1961 prescrivant la tenue des comptabilités internes en monnaie locale ;

Sur proposition du commandant supérieur des troupes et après avis de l'intendant militaire,

Arrête :

Article 1^{er}.— L'arrêté n° 965 CAB/MIL du 28 avril 1962 sur l'alimentation de la troupe est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après prenant effet pour compter du 1^{er} avril 1963.

(Voir tableaux pages suivantes.)

TABLEAU I

Prix de cession à Papeete des denrées délivrées
par le service de l'intendance.

Désignation terminologique	Unité	Prix unitaire en C.F.P.
Riz	K	13
Couscous	"	50
Pâte à potage	"	41
Coquillettes	"	43
Nouilles	"	43
Macaronis	"	43
Spaghettis	"	43
Bœuf assaisonné boîte 1/3	N	36
Noix de porc boîte de 1/2	"	103
Galantine pur porc boîte 1/2	"	76
Galantine porc et bœuf boîte 1/2	"	49
Galantine porc et bœuf boîte 1/10	"	12
Pâté foie pur porc boîte 1/1	"	72
Pâté foie pur porc boîte 1/2	"	38
Pâté viande boîte 1/2	"	32
Rillettes boîte 1/1	"	128
Rillettes boîte 1/2	"	67
Pâté campagne boîte 1/2	"	45
Pâté campagne boîte 1/3	"	30
Fromage tête boîte 1/4	"	27
Jambonneau boîte 1/3	"	72
Langue bœuf boîte 1/2	"	73
Bœuf aux carottes boîte 1/1	"	82
Mouton aux haricots boîte 1/1	"	100
Porc aux lentilles boîte 1/1	"	101
Bœuf aux haricots boîte 1/1	"	77
Cassoulet boîte 1/1	"	87
Choucroute garnie boîte 1/1	"	69
Sardines à l'huile boîte 1/6	"	16
Filets maquereaux boîte 1/6	"	13
Thon à l'huile boîte 1/1	"	123
Thon à l'huile boîte 1/10	"	19
Confitures abricots boîte 1/1	"	53
Confitures prunes boîte 1/1	"	41
Confitures oranges boîte 1/1	"	43
Confitures mirabelles boîte 1/1	"	47
Confitures cerises boîte 1/1	"	61
Confitures reine claudine boîte 1/1	"	49
Confitures fraises boîte 1/1	"	63
Confitures abricots boîte 5/1	"	253
Confitures reine claudine boîte 5/1	"	238
Confitures fraises boîte 5/1	"	236
Chocolat tablette 125 grs	"	11
Raisins secs	K	63
Haricots blancs cuisinés boîte 1/1	N	34
Pois chiches	K	29
Lentilles	"	27
Macédoine légumes boîte 1/1	N	31
Petits pois boîte 1/1	"	34
Haricots verts boîte 1/1	"	48
Haricots princess en grains boîte 1/1	"	27
Sucre	K	15
Vin rouge	L	30
Rhum	"	95
Café vert emparché	K	68
Sel	"	6
Poivre	"	106
Vinaigre	L	20
Haricots secs	K	33
Rations conditionnées individuelles	N	gratuit (1)
Rations conditionnées collectives	"	gratuit (1)

(1) Lorsque le commandement donne l'ordre de consommer des rations conditionnées, celles-ci sont délivrées à titre gratuit et les unités ne se créditent d'aucune prestation d'alimentation (y compris l'indemnité représentative de la ration de tabac, lorsque les cigarettes sont incluses dans les rations).

TABLEAU II

Composition et évaluation du taux de l'indemnité représentative de la ration normale à allouer aux troupes stationnées en Polynésie française.
(en francs C.F.P. par homme et par jour)

Désignation des denrées entrant dans la composition de la ration	Taux de la ration	Prix unitaire	Nombre de journées de consommation	Décompte en francs C.F.P.
I.- VIVRES ADMINISTRATIFS				
EUROPÉENS ET AUTOCHTONES				
<i>a) Par jour :</i>				
Pain	0,600	14,07	1	8,442
Vin	0,500	30,00	1	15,000
Café emparché	0,023	68,00	1	1,564
Sucre	0,030	15,00	1	0,450
Sel	0,025	6,00	1	0,150
Mazout	0,250	4,35	1	1,087
Total a)				26,933
<i>b) Par semaine :</i>				
1 ^o) Viande ou produits de substitution :				
Viande fraîche	0,325	73,00	4 1/2	106,762
Conserves de viande	0,200	155,00 (1)	1	31,000
Poisson frais	0,450	45,00	1	20,250
Volaille	0,350	101,00	1/2	17,675
2 ^o) Légumes secs ou produits de substitution :				
Légumes secs	0,120	30,00	2	7,200
Riz	0,120	13,00	1	1,560
Pâtes alimentaires	0,120	44,75	1	5,370
Pommes de terre	0,600	13,00	3	23,400
Total b)				213,217
soit par jour				30,459
Total de l'I.R.R.				57,152
arrondi à				58
Soit				3,190 Frs

(1) Prix majoré pour tenir compte de la consommation de plats cuisinés fixée à 1 journée sur 4 de consommation de conserves de viande.

TABLEAU III

Composition et évaluation du taux de l'indemnité représentative de la ration de campagne à allouer aux troupes stationnées en Polynésie française.
(en francs C.F.P. par homme et par jour)

Désignation des denrées entrant dans la composition de la ration de campagne	Taux de la ration	Prix unitaire	Nombre de journées de consommation	Décompte en francs C.F.P.
I.- VIVRES ADMINISTRATIFS				
EUROPÉENS ET AUTOCHTONES				
<i>a) Par jour :</i>				
Pain	0,750	14,07	1	10,552
Vin	0,500	30,00	1	15,000
Café	0,039	68,00	1	2,652
Sucre	0,050	15,00	1	0,750
Sel	0,025	6,00	1	0,150
Mazout	0,250	4,35	1	1,087
Rhum	0,030	95,00	1	2,850
Total a)				33,041

Désignation des denrées entrant dans la composition de la ration de campagne	Taux de la ration	Prix unitaire	Nombre de journées de consommation	Décompte en francs C.F.P.
<i>b) Par semaine :</i>				
1 ^o) Viande ou produits de substitution :				
Viande fraîche.....	0,400	73,00	4	116,800
Conserves de viande.....	0,265	155,00 (1)	2	82,150
Poissons frais.....	0,600	45,00	1	27,000
2 ^o) Légumes secs ou produits de substitution :				
Légumes secs.....	0,150	30,00	2	9,000
Riz.....	0,150	13,00	1	1,950
Pâtes alimentaires.....	0,150	44,75	1	6,712
Pommes de terre.....	0,750	13,00	3	29,250
Total b).....				272,862
soit par jour.....				38,980
Total de l'I.R.R.....				72,021
arrondi à.....				72
Soit.....				3,960 Frs

(1) Prix majoré pour tenir compte de la consommation de plats cuisinés fixée à 1 journée sur 4 de consommation de conserves de viande.

TABLEAU IV

Taux de l'indemnité représentative de la ration de tabac.

4 Frs C.F.P., soit 0,22 Francs

TABLEAU V

Taux de l'indemnité différentielle d'alimentation allouée aux sous-officiers servant pendant la durée légale.

$(145 + 15) - (58 + 16) = 86$ Frs C.F.P. soit 4,73 Francs

TABLEAU VI

Composition et évaluation du taux du supplément n° 1 à la ration normale à allouer aux troupes stationnées en Polynésie française.

(en francs C.F.P. par homme et par jour)

Désignation des denrées entrant dans la composition du supplément	Taux	Prix unitaire	Décomptes journaliers en francs C.F.P.
Pain.....	0,050	14,07	0,704
Café.....	0,005	68,07	0,340
Sucre.....	0,003	15,00	0,045
Viande fraîche.....	0,050	73,00	3,650
Total.....			4,739
arrondi à.....			5
Soit.....			0,275 Fr

TABLEAU VII

Taux de la prime fixe d'ordinaire

Européens et autochtones : 16 Frs C.F.P., soit 0,88 francs

TABLEAU VIII

Taux de la prime éventuelle

Néant

TABLEAU IX

Taux de l'indemnité représentative de la ration de fourrage

Néant

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 22 avril 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le chef du service des finances et de la comptabilité,

R. ALGAYRES.

ARRETE n° 983 AA/F du 25 avril 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-35 du 4 avril 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local d'équipement 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération du 4 avril 1963 n° 63-35 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local d'équipement 1963.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 25 avril 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DELIBERATION n° 63-35 du 4 avril 1963 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local d'équipement 1963.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de

l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1070 FT en date du 27 mars 1963 de M. le gouverneur, chef du territoire approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 63-23 du 28 février 1963, portant délégation de pouvoirs à la commission permanente ;

Vu le rapport n° 63-60 en date du 4 avril 1963 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 4 avril 1963,

Adopte :

Article 1er. — Les crédits supplémentaires conformes au tableau joint en annexe, d'un montant de *Douze millions sept cent quarante cinq mille* (12.745.000) francs sont ouverts au budget d'équipement 1963.

Art. 2. — Une recette d'égale montant est inscrit au chapitre 24 article 1er du budget d'équipement 1963.

Art. 3. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Alexandre LE GAYIC

Le président,
Jacques TAURAA

Ouverture de crédits supplémentaires au budget local d'équipement, exercice 1963 — Report des crédits d'équipement de l'exercice 1962 non utilisés au 28 février 1963.

Chapitre 51. — Travaux d'infrastructure

Article 2. — Routes et ponts

Para. 1. — Opérations anciennes.

3 — Chemin de pénétration dans la vallée de Hopa	180.000
4 — Route de Bora-Bora (2 ^e tranche)	1.550.000
5 — Chemin agricole de Papeari	600.000
6 — Divers et imprévus	100.000
Total de l'article 2	2.430.000

Article 3. — Ouvrages portuaires

Para. 1. — Opérations anciennes

3 — Wharf de Maroe	340.000
4 — Passe de Maiao	160.000
Total de l'article 3	500.000

Article 4. — Travaux hydrauliques

Para. 1. — Opérations anciennes

3 — Adductions eau Opoa	180.000
4 — Adduction eau Vaitoare	100.000
5 — Adduction eau Tevaitoa	1.160.000
6 — Adduction eau Moerai	855.000
7 — Adduction eau Vaiuru (Raivavae)	180.000
8 — Décanteur de Taiohae	210.000
Total de l'article 4	2.685.000
Total du chapitre 51	5.615.000

Chapitre 52. — Constructions

Article 1. — Bâtiments pour services et entreprises publics

Para. 1. — Opérations anciennes

12 — Imprimerie du gouvernement	1.540.000
13 — Ecoles aux Tuamotu	43.000
14 — Ecole de Faaa (1 ^{ère} tranche)	3.740.000
15 — Ecole de Tehurui	120.000
16 — Logement conseiller pédagogique (Marquises)	100.000
17 — Ecole de Anaa	42.000
18 — Logements aux Tuamotu	835.000
19 — Logements médecin Tubuai	240.000
20 — 2 classes cours normal Papeete	350.000
Total de l'article 1	7.010.000
Total du chapitre 52	7.010.000

Chapitre 54. — Acquisition de gros matériel d'équipement

Article 1. — Acquisition de gros matériel d'équipement

Para. 1. — Opérations anciennes

3 — Installation stations radio aux Tuamotu	120.000
Total de l'article 1	120.000
Total du chapitre 54	120.000
TOTAL GENERAL	12.745.000

ARRÊTÉ n° 990 AA du 26 avril 1963 portant interdiction de séjour.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 50-374 du 29 mars 1950 rendu applicable aux E.F.O. par le décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour ;

Vu l'arrêté n° 984 SRP du 21 août 1950 tenant lieu du règlement d'administration publique pour l'application du décret-loi susvisé modifié par les arrêtés n° 1200 AA du 5 septembre 1955 et 442 AAE du 25 octobre 1958 ;

Vu l'avis émis le 11 avril 1963 par la commission instituée par l'article 2 du décret-loi susvisé,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le séjour des îles Tahiti, Moorea et de l'ensemble des îles Sous-le-Vent au ci-après nommé :

- Yeong Atin Marcel Teuru : Condamné par le tribunal correctionnel de Papeete le 12 février 1963 à un an d'emprison-

nement et trois ans d'interdiction de séjour pour vols commis à Papeete et Pirae courant octobre 1962.

Art. 2. — Le séjour de tous les archipels à l'exception de celui des Australes au ci-après nommé :

- Flores Atuatunoa : Condamné par le tribunal supérieur d'appel de Papeete le 7 mars 1963 à quatre ans d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol, coups et blessures commis à Papeete le 6 octobre 1962.

Art. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies de peines prévues par l'article 45 du code pénal.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 avril 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 1007 J du 27 avril 1963 autorisant les journaux "Journal de Tahiti" et "Les Nouvelles" à publier des annonces judiciaires et légales.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 38 du décret du 28 décembre 1885 ;

Vu la délibération n° 59-29 du 9 juin 1959 de l'assemblée territoriale ;

Sur la proposition du procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel, chef du service judiciaire ;

Le conseil de gouvernement entendu le 27 avril 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont autorisés pour l'année 1963 à publier les annonces exigées par les lois et décrets, à l'exception des annonces devant paraître au Journal officiel de la République française ou au Journal officiel de la Polynésie française, les journaux suivants :

1°) "Journal de Tahiti"

2°) "Les Nouvelles".

Art. 2. — Le tarif de ces annonces est celui fixé par la délibération 59-29 du 9 juin 1959 de l'assemblée territoriale.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 1008 AA du 27 avril 1963 autorisant le report de la date de tirage d'une tombola.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les T.O.M., au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu l'arrêté n° 395 AA du 20 février 1963 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive "Tamarii Nahiti" ;

Vu la demande formulée par M. Ploton C., président de l'association sportive "Tamarii Nahiti" en date du 8 février 1963,

Arrête :

Article 1^{er}. — Est autorisé le report à la date du 12 juillet 1963 du tirage de la tombola au profit de l'association sportive "Tamarii Nahiti", prévu initialement le 1^{er} mai 1963 par arrêté n° 395 AA du 20 février 1963.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1963.

A. GRIMALD.

DÉCISION n° 1017 Plan du 29 avril 1963 accordant une subvention à l'institut de recherches pour les huiles et les oléagineux à Paris.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 675 AA/Plan du 26 mars 1963 rendant exécutoire la tranche 1963 du programme d'équipement de la Polynésie française ;

Sur la proposition du chef du service du Plan,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une subvention de 2.270.000 Fr CP (Deux millions deux cent soixante dix mille francs) est allouée à l'institut de recherches pour les huiles et les oléagineux, 11 square Pétrarque, Paris XVI^e.

La dépense est imputable au programme d'équipement du territoire, tranche 1963, chapitre 4002 - article 2 - paragraphe 4, budget F.I.D.E.S., section locale.

Cette somme sera mandatée au compte n° 4.305, B.N.C.I. 88 bis, avenue Kléber - Paris 16^e.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 avril 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉCISION n° 1025 PLAN du 30 avril 1963 *allouant une subvention aux directeurs de l'école Ste Thérèse à Papeete.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 7 AE/Plan du 28 janvier 1960 ;

Vu la décision n° 900.057 en date du 20 mars 1963 de l'ordonnateur principal portant délégation de crédits suite à la résolution n° 2 du comité-directeur du F.I.D.E.S. du 15 février 1963,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une subvention de 167.000 Fr soit 3.036.363 CFP sur la tranche annuelle 1963 du F.I.D.E.S. section générale est allouée conjointement au directeur et à la directrice de l'école S^{te} Thérèse de Papeete (compte B.I.C. n° 7.463 Le Toquier - Guavarch) pour les travaux de construction de 4 classes à l'étage et d'un escalier à l'école de filles de S^{te} Thérèse.

Le directeur et la directrice de l'école S^{te} Thérèse sont au regard de la présente décision considérés comme maîtres de l'ouvrage à réaliser conformément au dossier de lancement déposé au bureau du service du plan le 25 mars 1963.

Art. 2. — Les crédits de paiement correspondant à la somme totale allouée en autorisation de programme se répartissent de la façon suivante :

- exercice 1963 : 116.900, Fr
- exercice 1964 : 50.100 Fr

Art. 3. — La dépense correspondante est imputable au chapitre 4072 - article 1 du programme 1963 de la section générale du F.I.D.E.S.

Art. 4. — En ce qui concerne les crédits de paiement 1963, la subvention sera versée en 4 fractions dans les conditions ci-après :

a) 1.500.000 Fr CP au vu de l'ordre de service du maître de l'œuvre fixant à l'entrepreneur la date d'ouverture du chantier.

b) 600.000 Fr CP exigibles à l'achèvement des fouilles et des fondations.

c) 650.000 Fr CP exigibles à l'achèvement de la charpente, de la couverture et des plafonds.

d) 286.363 Fr CP exigibles au vu du procès-verbal de réception provisoire.

Le déblocage des fractions correspondants aux paragraphes b) et c) est subordonné à la présentation d'une demande déposée à cet effet par les maîtres de l'œuvre ou leur délégué. Cette demande devra être accompagnée d'un certificat administratif établi par le chef du service des travaux publics attestant le dépôt des justifications prévues par la circulaire n° 7/AE/Plan du 28 janvier 1960 et leur concordance avec les travaux exécutés justifiant le versement de la fraction correspondante.

Art. 5. — Les maîtres de l'œuvre ou leur délégué soumettront les ouvrages, objets de la présente subvention au contrôle administratif prévu au chapitre III de la circulaire n° 7/AE/Plan sus-visée, notamment en ce qui concerne les contrôles financiers et techniques et les conditions de réception provisoire et définitive.

Les retenues de garantie effectuées par le maître de l'œuvre au moment des paiements à l'entrepreneur des acomptes sur travaux seront versées à la caisse des dépôts et consignations.

Art. 6. — Le chef du service du plan, ordonnateur délégué, le chef du service des travaux publics, le chef du service de l'enseignement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 avril 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 1030 Plan du 2 mai 1963 *autorisant un virement de crédit de paiement sur l'exercice 1963 de la section locale du F.I.D.E.S.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française et notamment son article 39 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté n° 675 AA/Plan du 26 mars 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-13 du 7 février 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur le projet de programme F.I.D.E.S., section locale, tranche 1963 ;

Vu le T.O. 50065 du 26 avril 1963 du ministre d'Etat chargé des T.O.M. et D.O.M. débloquent une somme de Cent mille francs sur le chapitre 4012 - article 2 - paragraphe 10,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisé le virement en crédits de paiements au chapitre 4012 - article 2 - paragraphe 10 "quais à longs courriers de Papeete" d'une somme de 100.000 frs CFP prélevée sur l'article 2 - paragraphe 9 "Approfondissement et élargissement de la passe de Papeete", du même chapitre.

Art. 2. — Ce crédit prélevé dans les conditions précisées à l'article 1 sera rétabli dans sa rubrique d'origine dès le 1^{er} janvier 1964.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1963.

Le Gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 1050 AA du 4 mai 1963 *autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la paroisse catholique de Sainte-Thérèse.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu la demande formulée par le curé de la paroisse Sainte-Thérèse, Laporte Pierre en date du 20 avril 1963 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le curé de la paroisse Sainte-Thérèse, Pierre Laporte, est autorisé à organiser une loterie au capital de 2.000.000 francs, composée de 20.000 billets à 100 francs l'un, dont le produit sera exclusivement destiné à la création d'un centre culturel (salle pouvant servir, suivant les besoins, de salle de jeux, de spectacle, de conférence, etc...).

Art. 2. — Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 3. — Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4. — Les lots seront composés d'objets mobiliers à l'exclusion d'espèces, de valeurs, titres ou bons remboursables en espèces.

Art. 5. — Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives, président,
M. le trésorier-payeur, membre,
M. Laporte Pierre, curé de la paroisse Sainte-Thérèse, »

Art. 6. — Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 5 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 7. — Le tirage aura lieu en une seule fois le 3 octobre 1963 à Sainte-Thérèse. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Art. 8. — Précédemment au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 9. — Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 5.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 10. — Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants, ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1 du présent arrêté.

Art. 11. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 1051 FT du 4 mai 1963 portant modification de l'encaisse maximum des agences de Makatea et Atuona.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et tous les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 133 SG du 28 janvier 1948 fixant le montant maximum de l'encaisse des agences spéciales ;

Vu les nécessités du service ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 4 mai 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'encaisse maximum des agences spéciales de Makatea et d'Atuona est portée à :

Makatea.....	2.000.000
Atuona.....	800.000

Art. 2. — L'ordonnateur délégué et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 1053 FT du 4 mai 1963 accordant une avance à la chambre d'agriculture et d'élevage de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 118 MAE du 5 février 1958 portant organisation de la chambre d'agriculture et d'élevage du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 105 AA/F du 12 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 61-41 du 29 décembre 1961 de l'assemblée territoriale fixant les taux du prélèvement sur les taxes à l'exportation au profit de la chambre d'agriculture et d'élevage ;

Vu les crédits inscrits au budget local, exercice 1963, chapitre 41, article 3 ;

Vu les difficultés de trésorerie rencontrées en début d'exercice par la chambre d'agriculture et d'élevage du territoire de la Polynésie française ;

Sur la proposition du chef du service des finances et de la comptabilité ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 4 mai 1963,

Arrête :

Article 1^{er}. — Est autorisé le paiement d'une avance de TROIS CENT MILLE FRANCS (300.000 CFP) à la chambre d'agriculture et d'élevage du territoire de la Polynésie française, à valoir sur la part du produit des droits de sortie perçus au profit de cet établissement public.

Art. 2. — Le remboursement de cette avance sera effectué à la diligence de l'ordonnateur-délégué par précompte sur les sommes reversées au profit de la chambre d'agriculture et d'élevage, l'avance devant être remboursée en totalité le 31 décembre 1963.

Art. 3. — Le mandatement de cette avance sera effectué sur les crédits ouverts au budget local, exercice 1963, chapitre 41, article 3.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 1054 CD du 4 mai 1963 rendant exécutoires divers rôles d'impôts directs perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 314 AA/F du 13 février 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-11 du 28 janvier 1963 de l'assem-

blée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1963 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1963, s'élevant à la somme totale de : *Vingt-trois millions huit cent soixante-dix-neuf mille quarante-six francs* (23.879.046.-), savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 4 - Exercice 1963.

Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	2.739.776 »
Somme à répartir	253.550 »
Total de la perception	2.993.326 »

PERCEPTION DE TAHITI

Rôle n° 5 - Exercice 1963.

Impôt sur les sociétés	20.585.720 »
Sommes à répartir	300.000 »
Total de la perception	20.885.720 »
Total général	23.879.046 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 31 mai 1963.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 1053 D du 4 mai 1963 portant annulation de créance au titre de la taxe de statistique.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Sur la proposition du chef du service des douanes ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 4 mai 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont annulées les liquidations de douane n° 3907 et n° 4929 émises respectivement contre M.M. Ercoli et Robin Pierre les 24 mars 1962 et 18 avril 1962 pour les sommes de Trente CFP et Dix CFP au titre de la taxe de statistique.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 1056 D du 4 mai 1963 portant admission en franchise des droits et taxes d'importation d'un appareil de projection destiné au collège Anne-Marie Javouhey.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la décision du conseil de gouvernement du 10 octobre 1962 ;

Vu la demande présentée en date du 17 avril 1963 par la mère supérieure du collège Anne-Marie Javouhey ;

Sur la proposition du chef du service des douanes ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est admis en franchise des droits et taxes d'importation un appareil de projection destiné au collège Anne-Marie Javouhey.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 1057 AA du 4 mai 1963 autorisant l'ouverture de divers établissements classés.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 P.T.T du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire, en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu les demandes présentées en date du 14 décembre 1962 par M. R. Hopuare, dit Hérault, du 20 décembre 1962 par M. Wam Kam c.i. n° 3299 et du 12 février 1963 par M. Yu Tsuen c.i. n° 5151 ;

Vu les résultats des enquêtes de commodo et incommodo effectuées et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Hopuare Raymond dit Hérault est autorisé à installer un groupe électrogène de marque " Lister " de 6 kw de puissance. Cette installation sera munie d'un échappement silencieux en sol,

Art. 2. — M. Hopuare Raymond dit Hérault est également autorisé à adjoindre à sa station distributrice de carburants à Paea un réservoir souterrain de 2.500 litres de diésel oil.

Art. 3. — M. Wam Kam c.i. n° 3299 est autorisé à installer à Taravao un groupe électrogène de marque " Lister " de 4,5 kw de puissance muni d'un échappement silencieux en sol.

Art. 4. — M. Yu Tsuen c.i. n° 5151 est autorisé à installer à Faavaa un groupe électrogène de marque " Lister " de 8,500 kw de puissance muni d'un échappement silencieux en sol.

Art. 5. — L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle des établissements et des installations ci-dessus énumérées et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRETE n° 1058 TG du 4 mai 1963 ouvrant à la plonge, à nu des huîtres nacrées et perlières dans le secteur de TAKU (Gambier).

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire, Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'arrêté n° 171 AAE du 28 janvier 1959 rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative de la plonge à nu des huîtres nacrées et perlières dans sa séance du 29 mars et lors de la consultation à domicile de ses membres en date du 17 avril 1963 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 1963,

Arrête :

Article 1^{er}.— Le secteur « TAKU » (Gambier) est ouvert à la plonge à nu des huîtres nacrées et perlières à compter

du 1^{er} novembre 1963, pour une période de trois mois.

Cependant, si la production des nacres de toutes catégories de ce secteur atteint le chiffre de vingt tonnes avant l'expiration de la période autorisée, la fermeture de la campagne de plonge sera prononcée par le chef de poste.

Art. 2.— Il sera établi, à la diligence du chef de poste, une liste nominative de la totalité des plongeurs et des commerçants en exercice dans l'archipel des Gambier.

Art. 3.— Tous les plongeurs et tous les commerçants sont tenus de fournir à la fin de chaque journée de plonge une déclaration écrite, indiquant :

1^o) Pour les plongeurs :

- la récolte de nacre de la journée,
- la récolte totale de nacre depuis l'ouverture de la plonge,
- la quantité de nacre vendue ou expédiée à Papeete,
- la quantité de nacre détenue en stock,
- le lieu de stockage.

2^o) Pour les commerçants :

- la quantité de nacre achetée dans la journée,
- la quantité de nacre acquise depuis le début de la plonge,
- la quantité de nacre expédiée à Papeete,
- la quantité de nacre détenue en stock,
- l'emplacement de ces stocks.

Art. 4.— Les plongeurs et les commerçants sont tenus de présenter tous les lots de nacre leur appartenant aux agents de contrôle sur simple demande.

Art. 5.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier et le chef du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

ARRETE n° 1059 AGR du 4 mai 1963 modifiant l'arrêté n° 1015 d du 5 août 1948 réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire, Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1015 d du 5 août 1948, modifié par l'arrêté n° 589 du 30 mai 1949 et par l'arrêté n° 1125 du 24 août 1955 ;

Sur le rapport du chef du service de l'agriculture et des eaux et forêts ;

Après avis du chef du service des douanes ;

Après avis de la chambre de commerce et d'industrie, et de la chambre d'agriculture, d'élevage et de la pêche ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 mai 1963,

Arrête :

Article 1er.— Le sixième alinéa de l'article 6 de l'arrêté précité est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En l'absence du contrôleur des vanilles vertes, les vanilles saisies sont confiées soit à l'un des membres du comité de surveillance, soit à un agent fonctionnaire du service de l'agriculture, soit à un agent de la force publique qui se rend au chef-lieu accompagné du propriétaire et aux frais de ce dernier. Ces vanilles sont remises entre les mains du président de la commission d'appel des vanilles vertes ».

Art. 2.— Le quatrième alinéa de l'article 10 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le brevet de préparateur de vanille est délivré par le gouverneur après examen passé devant une commission composée comme suit :

— Le chef du service de l'agriculture ou son représentant	Président
— Le pharmacien de l'hôpital	Membre
— Un représentant élu de la chambre de commerce et d'industrie	—
— Un représentant élu de la chambre d'agriculture, d'élevage et de la pêche	—
— Deux membres de la commission d'expertise de la vanille	—

Art. 3.— Le premier alinéa de l'article 14 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le magasin d'expertise et de dépôt des vanilles situé dans le bâtiment de la section du conditionnement du service de l'agriculture est placé sous la surveillance d'un agent de cette section ».

Art. 4.— Le deuxième alinéa de l'article 15 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'agent de conditionnement détaché au magasin d'expertise tient une comptabilité des dépôts effectués basée sur les déclarations d'entrée et de sortie. Un compte doit être tenu pour chaque exportateur ou consignataire ».

Art. 5.— L'article 17 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'expertise et le contrôle du conditionnement des vanilles sont assurés par une commission dite "Commission d'expertise" composée de membres assermentés au nombre de six : trois membres de droit : le chef de la section du conditionnement du service de l'agriculture, président, l'adjoint au chef du service de l'agriculture, le pharmacien de l'hôpital et trois experts.

Tout candidat aux fonctions d'expert en vanille doit réunir les conditions suivantes :

— Etre présenté sur une liste établie distinctement soit par la chambre de commerce et d'industrie, soit par la chambre

d'agriculture, d'élevage et de la pêche, chacune de ces assemblées présentant une liste comportant autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir ;

— Avoir accompli à ses frais un stage probatoire de 3 mois auprès de la commission d'expertise ;

— Etre apte à remplir ses fonctions immédiatement ;

— Avoir été reconnu apte à remplir ses fonctions à la suite d'un concours. Celui-ci est passé devant une commission dite commission d'examen, composée comme suit : le président de la commission d'expertise, président, les autres membres de la commission d'expertise et deux membres désignés l'un par la chambre de commerce et de l'industrie, l'autre par la chambre d'agriculture. Après délibération, la commission d'examen propose au gouverneur la nomination pour deux années des candidats retenus en qualité d'experts en vanille ».

Art. 6.— Le troisième alinéa de l'article 19 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les vanilles de qualité saine, loyale et marchande mais dont l'humidité dépasse le taux maximum de 38 % sont rejetées ».

Art. 7.— Les deuxième et troisième alinéas de l'article 36 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

2ème alinéa.— « Au moment du dépôt des déclarations d'exportation elles restent au magasin du conditionnement jusqu'au moment de leur transport sous escorte douanière au quai d'embarquement du port. Elles sont soumises pendant leur séjour au magasin du conditionnement aux taxes réglementaires du magasinage ».

3ème alinéa.— « La marchandise doit être assurée, la commission d'expertise et la section du conditionnement étant dégagées de toute responsabilité en ce qui concerne les risques qu'elle peut courir ».

Art. 8.— Le quatrième alinéa de l'article 37 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Cette déclaration datée et signée de son auteur doit indiquer le poids net de chaque qualité et le lieu d'entrepôt : magasin de l'exportateur pour les vanilles n'ayant subi que la première expertise, magasin de l'expertise et magasin du conditionnement pour les vanilles dont la qualité et le conditionnement ont été vérifiés ».

Art. 9.— Le deuxième alinéa de l'article 39 est abrogé.

Art. 10.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1963.

A. GRIMALD.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 933 PEL du 19 avril 1963.— Les fonctionnaires dont les noms suivent, intégrés dans le corps latéral des instituteurs par décisions interministérielles en date du 7 février 1963 pour compter du 31 décembre 1959, sont rayés

des contrôles du cadre supérieur de l'enseignement de la Polynésie française pour compter de cette même date.

M^{me} Poheara Pere Tetuanui
M. Royol Jean
M. Hervé Guy

Par arrêté n° 950 PEL du 23 avril 1963.— M. Zinguerlet Félix est titularisé, pour compter du 13 août 1962, en qualité de secrétaire principal d'administration de 4^e classe (indice 230) du cadre supérieur des affaires administratives avec un **rappel de services civils conservé d'une année.**

Par décision n° 951 PEL du 23 avril 1963.— Un concours ouvert aux candidats de sexe masculin pour le recrutement d'un greffier-adjoint stagiaire du cadre supérieur du service judiciaire aura lieu les 9 et 10 juillet 1963 au Lycée Paul Gauguin.

Le programme des épreuves de ce concours est le suivant :

<i>Nature des épreuves</i>	<i>Coef.</i>	<i>Durée</i>
— Composition française sur un sujet d'ordre général qui servira aussi à apprécier les connaissances du candidat en orthographe et en syntaxe	4	3 h.
— Composition sur l'organisation politique, administrative et judiciaire des territoires d'outre-mer dans les limites du programme annexé à l'arrêté n° 1786 CP du 31 décembre 1956	3	3 h.
— Composition sur les principes généraux et les applications pratiques et courantes se rapportant aux codes civils et de procédure civile dans les limites du programme annexé à l'arrêté n° 1786 CP du 31 décembre 1956	2	2 h.
— Composition sur les principes généraux et les applications pratiques se rapportant aux codes pénal et d'instruction criminelle dans les limites du programme annexé à l'arrêté n° 1786 CP du 31 décembre 1956	2	2 h.
— Epreuve facultative de langue tahitienne (version et thème)	3	1 h.
— Epreuve facultative de sténo-dactylographie comprenant :		
a) une épreuve de dactylographie, en double exemplaire, à la vitesse de 30 mots à la minute	1	20 mn
b) une épreuve de sténographie de 700 mots à la vitesse de 20 mots à la minute, comprenant la dictée et la reproduction dactylographiée	1	1 h. 15

Pour être autorisés à concourir, les candidats devront remplir les conditions suivantes :

- a) être de nationalité française ;
- b) jouir de leurs droits civiques ;

c) être en position régulière en regard des lois sur le recrutement de l'armée ;

d) être âgés de 18 ans au moins et de 35 ans au plus. Cette limite d'âge peut être prorogée d'une durée égale à celle du service militaire et d'un an par enfant, sans pouvoir excéder 40 ans ;

e) remplir les conditions d'aptitude physique ;

f) être titulaires du B.E. ou du B.E.P.C. ou d'un diplôme équivalent ou supérieur.

Les candidats titulaires de la 1^{re} partie du baccalauréat, du baccalauréat complet ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur et ayant résidé au minimum 5 ans dans le territoire pourront être dispensés du concours.

Les dossiers de candidatures seront reçus au service du personnel jusqu'au 8 juin 1963.

Ces dossiers devront comprendre les pièces suivantes :

a) une notice à remplir délivrée par le service du personnel ;

b) un extrait d'acte de naissance délivré depuis moins de 6 mois ;

c) un état signalétique et des services militaires pour les candidats âgés de plus de 20 ans ;

d) une copie certifiée conforme du diplôme exigé ;

e) un certificat de visite et de contre-visite médicales délivré par les médecins de l'administration.

Une décision ultérieure arrêtera la liste des candidats autorisés à concourir, et fixera la composition des commissions de correction et de surveillance des épreuves.

Par décision n° 952 PEL du 23 avril 1963.— Un concours ouvert aux candidats des deux sexes pour le recrutement de six contrôleurs stagiaires du cadre supérieur des postes et télécommunications aura lieu les 1^{er} et 2 juillet 1963 au Lycée Paul Gauguin.

Le programme des épreuves de ce concours est le suivant :

<i>Nature des épreuves</i>	<i>Coef.</i>	<i>Durée</i>
— Dictée — texte d'un auteur classique avec explications grammaticales	2	1 h. 30
— Composition française sur un sujet d'ordre général	3	3 h.
— Composition de mathématiques dans les limites du programme annexé à l'arrêté n° 1145 CP du 21 août 1956	2	3 h.
— Composition de géographie dans les limites du programme annexé à l'arrêté n° 1145 CP du 21 août 1956	2	2 h.
— Epreuve facultative de langue anglaise (version)	2	1 h.
— Epreuve facultative de langue tahitienne (version et thème)	3	1 h.

Pour être autorisés à concourir, les candidats devront remplir les conditions suivantes :

a) être de nationalité française ;

b) jouir de leurs droits civiques ;

c) être en position régulière en regard des lois sur le recrutement de l'armée ;

d) remplir les conditions d'aptitude physique ;

e) être âgés de 18 ans au moins et de 35 ans au plus. Cette limite d'âge peut être prorogée d'une durée égale à celle du service militaire et d'un an par enfant, sans pouvoir excéder 40 ans ;

f) être titulaire du B.E. ou du B.E.P.C. ou d'un diplôme équivalent ou supérieur.

Les candidats titulaires de la 1^{re} partie du baccalauréat, du baccalauréat complet ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur et ayant résidé au minimum 5 ans dans le territoire pourront être dispensés du concours.

Les dossiers de candidatures seront reçus au service du personnel jusqu'au 1^{er} juin 1963.

Ces dossiers devront comprendre les pièces suivantes :

a) une notice à remplir, fournie par le service du personnel ;

b) un extrait d'acte de naissance délivré depuis moins de 6 mois ;

c) un état signalétique et des services militaires pour les candidats âgés de plus de 20 ans ;

d) une copie certifiée conforme du diplôme exigé ;

e) un certificat de visite et de contre-visite médicales délivré par les médecins de l'administration.

Une décision ultérieure arrêtera la liste des candidats autorisés à concourir, et fixera la composition des commissions de correction et de surveillance des épreuves.

Par décision n° 953 PEL du 23 avril 1963.— Un concours ouvert aux candidats de sexe masculin pour le recrutement de 4 élèves-géomètres du cadre supérieur de la topographie aura lieu les 11 et 12 juillet 1963 au Lycée Paul Gauguin.

Le programme des épreuves de ce concours est le suivant :

<i>Nature des épreuves</i>	<i>Coef.</i>	<i>Durée</i>
— Dictée — texte d'un auteur classique avec explications grammaticales	2	1 h. 30
— Composition française sur un sujet d'ordre général	2	3 h.
— Composition de mathématiques du niveau du B.E.P.C.	3	3 h.
— Composition de physique du niveau du B.E.P.C.	3	3 h.
— Epreuve facultative de langue tahitienne (version-thème)	2	1 h.
— Epreuve orale facultative de langue tahitienne (conversation courante)	2	10 mn

Pour être autorisés à concourir, les candidats devront remplir les conditions suivantes :

a) être de nationalité française ;

b) jouir de leurs droits civiques ;

c) être en position régulière en regard des lois sur le recrutement de l'armée ;

d) remplir les conditions d'aptitude physique ;

e) être âgés de 15 ans au moins et de 25 ans au plus ;

f) être titulaires du B.E. ou du B.E.P.C. ou d'un diplôme équivalent ou supérieur ou d'un certificat de scolarité attestant

qu'ils ont poursuivi leurs études jusqu'en classe de troisième inclusivement.

Les candidats titulaires de la 1^{re} partie du baccalauréat, du baccalauréat complet ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur et ayant résidé au minimum 5 ans dans le territoire pourront être dispensés du concours.

Les dossiers de candidatures seront reçus au service du personnel jusqu'au 12 juin 1963.

Ces dossiers devront remplir les pièces suivantes :

a) une notice à remplir, fournie par le service du personnel ;

b) un extrait d'acte de naissance délivré depuis moins de 6 mois ;

c) un état signalétique et des services militaires pour les candidats âgés de plus de 20 ans ;

d) une copie certifiée conforme du diplôme ou certificat exigé ;

e) un certificat de visite et de contre-visite médicales délivré par les médecins de l'administration ;

f) une lettre d'engagement à servir au minimum 5 ans dans l'administration du territoire après admission dans le cadre supérieur de la topographie.

Une décision ultérieure arrêtera la liste des candidats autorisés à concourir, et fixera la composition des commissions de correction et de surveillance des épreuves.

Par décision n° 966 PEL du 23 avril 1963.— M^{me} Michel Marie-Jeanne, institutrice de 6^e échelon du corps métropolitain en instance de détachement, est engagée à compter du 15 septembre 1962, pour servir en qualité de professeur au collège d'enseignement général de Papeete pendant l'année scolaire 1962-1963.

M^{me} Michel percevra pendant la période précitée, une rémunération (traitement et complément spécial) calculée sur la base de l'indice net 300 pour un fonctionnaire des cadres supérieurs de la Polynésie française.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 4 paragraphe 4.

La présente décision abroge la décision n° 139 PEL du 17 janvier 1962.

Par décision n° 968 PEL du 24 avril 1963.— Un concours ouvert aux candidats de sexe masculin pour le recrutement de 2 élèves-météorologistes du cadre supérieur de la météorologie aura lieu les 27 et 28 juin 1963 au Lycée Paul Gauguin.

Le programme des épreuves de ce concours est le suivant :

<i>Nature des épreuves</i>	<i>Coef.</i>	<i>Durée</i>
— Dictée — texte d'un auteur classique avec explications grammaticales	2	1 h. 30
— Composition française sur un sujet d'ordre général	2	3 h.
— Mathématiques du niveau du B.E.P.C.	3	3 h.
— Physique du niveau du B.E.P.C.	3	3 h.
— Epreuve facultative de langue tahitienne (version-thème)	2	1 h.
— Epreuve orale facultative de langue tahitienne (conversation courante)	2	10 mn

Pour être autorisés à concourir, les candidats devront remplir les conditions suivantes :

- a) être de nationalité française ;
- b) jouir de leurs droits civiques ;
- c) être en position régulière en regard des lois sur le recrutement de l'armée ;
- d) remplir les conditions d'aptitude physique ;
- e) être âgés de 15 ans au moins et de 21 ans au plus ;
- f) être titulaires du B.E. ou du B.E.P.C. ou d'un certificat de scolarité attestant qu'ils ont poursuivi leurs études jusqu'en classe de troisième inclusivement.

Les candidats titulaires de la 1^{re} partie du baccalauréat, du baccalauréat complet ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur et ayant résidé au minimum 5 ans dans le territoire pourront être dispensés du concours.

Les dossiers de candidatures seront reçus au service du personnel jusqu'au 1^{er} juin 1963.

Ces dossiers devront comprendre les pièces suivantes :

- a) une notice à remplir, fournie par le service du personnel ;
- b) un extrait d'acte de naissance délivré depuis moins de 6 mois ;
- c) une copie certifiée conforme du diplôme ou certificat exigé ;
- d) un certificat de visite et de contre-visite médicales délivré par les médecins de l'administration ;
- e) un état signalétique et des services militaires pour les candidats âgés de plus de 20 ans ;
- f) une lettre d'engagement à servir au moins cinq ans après admission dans le cadre supérieur de la météorologie.

Une décision ultérieure arrêtera la liste des candidats autorisés à concourir, et fixera la composition des commissions de correction et de surveillance des épreuves.

Par arrêté n° 1004 PEL du 27 avril 1963. — En application des dispositions de l'arrêté n° 2595 PEL du 16 décembre 1960 modifiant l'arrêté n° 1141 CP du 21 août 1956, M. Degage Eugène titulaire du baccalauréat complet est recruté, à compter du 22 avril 1963, dans le cadre supérieur des affaires administratives en qualité de secrétaire stagiaire d'administration de 3^e classe.

A compter de la même date, l'intéressé est mis à la disposition du chef du service des finances et de la comptabilité.

Imputation budgétaire : chapitre 11 - article 1 du budget du territoire.

Par décision n° 1010 PEL du 29 avril 1963. — Le lieutenant d'administration Pennors Jean, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 5 avril 1963 arrivé à Papeete le 6 avril 1963 est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir en qualité d'adjoint administratif du chef du service de santé et d'officier gestionnaire de l'hôpital de Papeete en remplacement du capitaine d'administration Teste Jean, réintégré dans les cadres.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 23 article 1.

Par arrêté n° 1023 PEL du 30 avril 1963. — M. Doyen René, intégré dans le corps latéral des adjoints administratifs de l'administration centrale du ministère de l'intérieur par arrêté interministériel en date du 8 novembre 1962 pour comp-

ter du 31 décembre 1959, est rayé des contrôles du cadre supérieur des affaires administratives de la Polynésie française pour compter de cette même date.

Par arrêté n° 1024 PEL du 30 avril 1963. — M^{me} Lochmann Odette née Terorotua, intégrée dans le corps latéral des instituteurs par décision interministérielle en date du 7 février 1963 pour compter du 31 décembre 1959, est rayée des contrôles du cadre supérieur de l'enseignement de la Polynésie française pour compter de cette même date.

Par arrêté n° 1026 PEL du 30 avril 1963. — M. Cabral Saturnin, intégré dans le corps latéral des instituteurs par décision interministérielle en date du 7 février 1963 pour compter du 31 décembre 1959, est rayé des contrôles du cadre supérieur de l'enseignement de la Polynésie française pour compter de cette même date.

Par arrêté n° 1029 PEL du 2 mai 1963. — En application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté n° 620 PEL/T du 13 avril 1959 modifiant l'article 4 de l'arrêté n° 1142 CP du 21 août 1956, les élèves-géomètres dont les noms suivent, qui ont subi avec succès les épreuves de l'examen de fin de scolarité professionnelle organisé les 9 et 10 avril 1963 sont nommés dans le cadre supérieur de la topographie en qualité de géomètres stagiaires de 7^e classe aux dates ci-après indiquées :

Pour compter du 1^{er} février 1963

M. Taero Harold

Pour compter du 8 février 1963

M. Céran-Jérusalem Jean-Pierre

Pour compter du 9 février 1963

M. Li Siu Roland

Pour compter du 13 février 1963

M. Fareata Lii Van Ling

Pour compter du 1^{er} mars 1963

M. Siu Kwai Ken Khi

Par arrêté n° 1065 PEL du 6 mai 1963. — M^{me} Maamaatuaia-hutapu Germaine née Rattinassamy, intégrée dans le corps latéral des secrétaires administratifs de préfecture par décision interministérielle en date du 23 mars 1963 pour compter du 31 décembre 1959, est rayée des contrôles du cadre supérieur des affaires administratives de la Polynésie française pour compter de cette même date.

Par décision n° 1070 PEL du 6 mai 1963. — L'article 2 de la décision n° 776 PEL du 3 avril 1963 est complété comme suit :

<i>Nature des épreuves</i>	<i>Coef.</i>	<i>durée</i>
— Tahitien (version et thème).....	2	1h

Par arrêté n° 1082 PEL du 7 mai 1963. — Les fonctionnaires dont les noms suivent, intégrés dans le corps latéral des secrétaires administratifs de préfectures par décisions interministérielles en date du 23 mars 1963 pour compter du 31 décembre 1959, sont rayés des contrôles du cadre supérieur des affaires administratives de la Polynésie française pour compter de cette même date.

M ^{me} Ellacott Liliane	M ^{me} de Mostuéjols Suzanne
M ^{me} Doucet Christiane	M. Barral Georges
M ^{me} Lonjon Monique	M. Doucet Paul
M ^{me} Smith Marjoria	M. Jacquet Yvon
M ^{me} Ploton Marie-Louise	M. Langomazino Luc

Par décision n° 1108 PEL du 10 mai 1963. — Monsieur Zin-guerlet Félix, secrétaire principal de 4^e classe du cadre supérieur des affaires administratives, embarqué à Marseille sur le "Mélanésien" le 14 mars 1963 et arrivé à Papeete le 17 avril 1963, est mis à la disposition du chef du service des contributions directes.

Imputation budgétaire : chapitre 11, article 2 du budget du territoire.

Par décision n° 1118 PEL du 10 mai 1963. — La décision n° 331 PEL/T du 18 février 1960 est et demeure rapportée.

Pour compter du 1^{er} mai 1963, le Dr Louis Malardé, médecin contractuel à l'institut de recherches médicales de la Polynésie française, est désigné pour assurer les fonctions de directeur par interim de l'institut de recherches médicales.

Le Dr Malardé assurera, en outre, les fonctions de médecin chef du service d'hygiène des districts de Tahiti et des îles.

* * *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 1052 AA du 4 mai 1963. — Le médecin-commandant Voisin Hubert, médecin chef des Îles Sous-le-Vent est autorisé à exercer en pratique privée, en application des dispositions du paragraphe A de l'article 4 du décret du 28 juillet 1952.

Sont autorisés à exercer en pratique privée conformément aux dispositions du paragraphe B 3^e alinéa de l'article 4 du décret précité c'est-à-dire en tant que médecins consultants appelés ou sollicités par un médecin civil les médecins-commandants dont les noms suivent :

Chastel, chef du service de médecine générale à l'hôpital de Papeete

Fouques, chirurgien à l'hôpital de Papeete

Huet, chef du service de chirurgie à l'hôpital de Papeete

Montabone, spécialiste O.R.L. ophtalmologie à l'hôpital de Papeete.

* * *

AVIATION CIVILE - DIRECTION

Par arrêté n° 946 AC/DIR du 22 avril 1963. — M. Debant Pierre, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la direction du service de l'aviation civile en Polynésie française, pendant la durée de la mission de M. Augustin Henri, directeur du service de l'aviation civile.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 19 avril 1963.

* * *

AGRICULTURE - EAUX - FORÊTS

Par décision n° 1009 AGR du 29 avril 1963. — Un concours est ouvert pour l'admission de 20 élèves à l'enseignement agricole normal donné par l'école pratique d'agriculture de Pirae.

Les épreuves auront lieu le jeudi 4 juillet 1963 dans les centres suivants :

Îles du Vent :

Papeete : au Lycée Paul Gauguin

Afareaitu : Île de Moorea.

Îles sous-le-Vent :

Uturoa : Île de Raiatea

Fare : Île de Huahine

Vaitape : Île de Bora-Bora.

Îles Australes :

Mataura : Île de Tubuai

Moerai : Île de Rurutu

Raiurua : Île de Raiavavae.

Îles Marquises :

Taiohae : Île de Nuku-Hiva

Hakahau : Île de Ua-Pou

Atuona : Île de Hiva-Oa.

Tuamotu-Gambiers :

Tiputa : Île de Rangiroa

Rikitea : Île de Mangareva.

Ce concours est réservé aux candidats de sexe masculin, de nationalité française, titulaires du C.E.P. ou d'un diplôme équivalent ou supérieur ou ayant été reçus à l'examen d'entrée en classe de 6^e, âgés de 14 ans au moins et 22 ans au plus l'année du concours d'entrée.

Les jeunes gens passant leur C.E.P. le 2 juillet 1963 peuvent se présenter au concours d'entrée à l'école d'agriculture ; leur admission sera subordonnée à leur réussite au C.E.P.

Le concours d'admission comportera des épreuves écrites le matin et orales l'après-midi.

1^o Épreuves écrites

Une dictée suivie de questions

Une composition française

Deux problèmes d'arithmétique.

2^o Épreuves orales

Une interrogation sur la géographie locale

Une interrogation de sciences naturelles

Une interrogation sur la connaissance de la langue tahitienne.

Chaque épreuve étant du niveau du C.E.P., est notée sur 20 points. Un zéro est éliminatoire.

Des bonifications de points seront accordées aux candidats selon les modalités ci-dessus, sans que le total puisse excéder 12 points.

Par année de scolarité dans l'enseignement secondaire : 2 points.

Pour les titulaires du B.E. (ou B.E.P.C.) ou autres diplômes de l'enseignement secondaire au moins équivalents au B.E. : 4 points.

La surveillance et la correction des épreuves seront assurées par les commissions d'examen.

Les épreuves écrites de tous les centres seront corrigées par la commission de Papeete, qui se réunira sur convocation de son président.

Les épreuves orales seront notées directement par chacune des commissions prévues.

Les épreuves écrites et les notes des épreuves orales seront envoyées sous pli cachetés avec le procès-verbal d'examen à Papeete (service de l'agriculture).

Les commissions d'examen sont composées comme suit :

Centre de Papeete.

Un conseiller pédagogique (nommé par décision du chef du service de l'enseignement)	Président
M. Jarry, ingénieur des T.A. directeur de l'école pratique d'agriculture	Membre
Iorss Martial, professeur de langue tahitienne	»
Stein Sixte, conducteur des travaux agricoles, chef du premier secteur agricole	»
Trois instituteurs, nommés par décision du chef du service de l'enseignement	»

Centre de Afareaitu.

Le chef de poste administratif	Président
Le conducteur des travaux agricoles adjoint du chef de secteur agricole	Membre
Le directeur de l'école publique d'Afareaitu	»
Deux membres du conseil de district	»

Centre de Uturoa (Raïatea).

Le chef de la circonscription administrative ou son représentant	Président
Le chef du secteur agricole ou son adjoint	Membre
Le directeur du C.E.G. ou son représentant	»
Deux membres du conseil de district	»

Centre de Mataura (Tubuai).

Le chef de poste administratif	Président
Le chef du secteur agricole ou le moniteur d'agriculture	Membre
Le directeur de l'école de Mataura ou l'instituteur présent dans l'île au moment du concours	»

Centre de Taïahae (Marquises).

Le chef de la circonscription administrative ou son représentant	Président
Le chef du secteur agricole ou son représentant	Membre
Le directeur de l'école publique de Taïahae	»
Deux membres du conseil de district	»

Centre de Atuona (Marquises).

Le chef de poste administratif	Président
Le directeur de l'école publique de Atuona ou l'instituteur présent dans l'île au moment du concours	Membre
Deux membres du conseil de district	»

Centre de Tiputa (Rangiroa).

Le président du conseil de district	Président
---	-----------

Le directeur de l'école de Tiputa ou l'instituteur présent dans l'île au moment du concours	Membre
Deux membres du conseil de district éventuellement le directeur de l'I.R.H.O.	»

Centre de Rikitea (Gambier).

Le chef de poste administratif	Président
Le directeur de l'école publique de Rikitea ou son représentant	Membre
Deux membres du conseil de district	»

Pour les centres de *Fare* (Huahine), *Vaitape* (Bora-Bora), *Hakahau* (Marquises), *Moeraï* (Rurutu), *Raiurua* (Raivavae).

Le chef de poste administratif	Président
Le directeur de l'école ou l'instituteur présent dans l'île au moment du concours	Membre
Un membre du conseil de district	»

Les demandes d'inscription doivent être adressées soit à Monsieur le gouverneur (directeur du cabinet), soit à la direction du service de l'agriculture et des eaux et forêts avant le 10 juin, soit par voie normale, soit par voie télégraphique si nécessaire.

Les dossiers devront être expédiés aux mêmes destinataires et parvenir avant le 30 juillet 1963.

Les dossiers seront composés des pièces suivantes :

— Une demande d'inscription au concours signée par l'intéressé, et adressée au chef du territoire, et comportant pour les mineurs l'autorisation du père ou du tuteur du candidat.

— Un bulletin de naissance.

— Un certificat médical attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et qu'il est apte physiquement aux travaux agricoles.

— Une copie certifiée conforme des diplômes et des certificats scolaires dont le candidat est titulaire (C.E.P. pour les candidats l'ayant déjà passé).

— Un certificat de scolarité et de moralité établi par le directeur du dernier établissement fréquenté.

Par décision n° 1060 AGR du 4 mai 1963. — M. Leguay William, adjoint technique du génie rural 4^e échelon, chef de la section du conditionnement et de la police phytosanitaire du service de l'agriculture et des eaux et forêts de la Polynésie française, est habilité et commissionné pour constater les infractions aux dispositions du décret organique n° 45-2433 du 17 octobre 1955, de la loi n° 52-1256 du 26 novembre 1952 et de leurs textes subséquents.

M. Leguay William prêter le serment prescrit par la loi.

* * *

ELEVAGE

Par décision n° 1006 ELV du 27 avril 1963. — Sont nommés inspecteur suppléant des denrées alimentaires d'origine animale et habilités à relever les infractions aux dispositions de la délibération n° 59/60 du 16.10.59 :

MM. Maiau Daniel, moniteur de 7^e classe du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales,
Lee Schip Sao Soumin, moniteur stagiaire de 8^e classe du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales.

Les agents désignés ci-dessus, prêteront serment oralement ou par écrit devant le tribunal de première instance.

La présente décision complète la décision n° 321 ELV du 16 février 1960.

* * *

FINANCES TERRITORIALES

Par décision n° 982 FT du 25 avril 1963. — Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur du service régi par économie pour le paiement des salaires du personnel journalier de tous les services est porté à 3.500.000 (*trois millions cinq cent mille francs*) par quinzaine.

* * *

GENDARMERIE

Par décision n° 1088 G du 8 mai 1963. — L'adjudant Virmouneix Jean est affecté au commandement de la brigade de gendarmerie de Taravao en remplacement du maréchal des logis chef Jacquin Gilbert, prochainement rapatriable.

Outre les fonctions qui lui sont dévolues par son arme, et qui restent primordiales, l'adjudant Virmouneix Jean assurera, sous le contrôle et l'autorité de l'administrateur, chef de la circonscription des Iles du Vent, celles de chef de poste administratif de Taravao.

L'adjudant Virmouneix Jean prendra ses fonctions immédiatement.

* * *

JUSTICE

Par décision n° 935 J du 20 avril 1963. — M. Iorss (Ludwig), greffier, assurera les fonctions de secrétaire du tribunal du travail de Papeete cumulativement avec ses fonctions de greffier.

M. Iorss percevra à ce titre une indemnité forfaitaire mensuelle de 2.500 francs pour travaux supplémentaires.

La décision n° 402 J du 24 septembre 1958 est rapportée.

* * *

TRAVAIL ET LÉGISLATION SOCIALE

Par décision n° 1027 TLS du 2 mai 1963. — Il est attribué à M. Noresmat, un secours remboursable de 50.000 francs. Le remboursement s'effectuera par mensualités de 5.000 frs, à compter de septembre 1963.

Il est accordé un secours non remboursable de 88.800 frs, à M^{me} Aripeu Raufea, veuve d'un ouvrier des travaux publics, décédé en service.

AVIS OFFICIELS

ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie fran-

çaise portant règlement général sur l'aménagement du territoire, une enquête de commodo et incommodo est ouverte pendant 15 jours à compter du 15 mai 1963, sur la demande formulée par M. Marcel Jamet, demeurant à Haapiti (Moorea), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène (puissance 3 kw).

Le chef de poste de Moorea est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 26 avril 1963.

Pour le gouverneur, par délégation :

L'administrateur des Iles du Vent,
J. FLOCH.

SERVICE DES DOMAINES ET DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Il sera procédé le samedi 25 mai 1963 à 8 h.30 dans la cour du commissariat de police à Papeete, par les soins du receveur des domaines, à la vente aux enchères publiques.

Au profit du Budget Local :

de 90 cycles, vélomoteurs et cadres divers trouvés et non réclamés et déposés au commissariat depuis plus d'un an.

— d'une voiture Simca Chambord 13 c.v. immatriculée D 148.

Et à 9 h 30 dans la cour de la marine nationale à Fare-Ute.

Au profit du Budget de l'Etat :

de 2.300 kg d'huile poluée M.T. 40 — 23 drums de 200 l.

— 1 appareil photo F 24 avec accessoires — 2 armoires frigorifiques — 2 frigidaires — 1 lot de bonbonnes carrées en matières plastiques — 1 lot de vieille ferraille — 1 lot de vieux matériel outillage de charpentage — 1 lot de vieux matériel de cuisine — 1 table chauffante (en état de marche) — 10 fûts en bois — 1 lot de vieux matelas.

Conditions de la vente :

La vente aura lieu sans garantie d'aucune sorte de la part du service des domaines, le véhicule, cycles et objets étant vendus dans l'état où ils se trouveront le jour de la vente et il ne sera admis aucune réclamation avant, pendant ou après la vente.

Le prix d'adjudication sera payable, au comptant, à la caisse des domaines avant l'enlèvement du véhicule, cycles et objets achetés. Cet enlèvement doit avoir lieu dans les 24 heures de la vente, à défaut de quoi, l'acheteur sera tenu, si le service des domaines l'exige, de lui verser une indemnité journalière qu'il se réserve de fixer lui-même, sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre lui, à moins que le service des domaines ne juge utile de considérer le véhicule, cycles et objets non retirés dans les 24 heures comme n'ayant jamais été vendus.

Le prix sera majoré de 10% pour tous frais. Le receveur des domaines se réserve le droit de modifier les conditions ci-dessus, et s'il l'estime nécessaire, de retirer le véhicule,

cycles et objets de la vente, antérieurement ou au cours de l'adjudication.

Aucune réclamation ne sera admise à ce sujet, pendant ou après la vente.

Le chef du service des domaines et de la propriété foncière,

H. PAMBRUN.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e G. COPPENRATH - Avocat-Défenseur
Papeete

VENTE SUR LICITATION APRÈS SURENCHÈRE

Au plus offrant et dernier enchérisseur. En l'audience des Criées du Tribunal Civil séant au Palais de Justice à Papeete de la terre TETAMARU sise au district d'Uturoa, Raiatea, Iles Sous-le-Vent, d'une superficie de Quarante quatre hectares quatre vingt ares.

L'adjudication aura lieu le VENDREDI 7 juin 1963 à 8 heures 30.

On fait savoir à tous ceux qu'il appartiendra qu'à la requête poursuite et diligence de Monsieur Roger Moana AMIOT, instituteur demeurant à Papeete, ayant domicile élu rue du Général de Gaulle en ladite ville en l'Etude de Me Gérard COPPENRATH, Avocat-Défenseur, surenchérisseur, en exécution :

1^{re} — d'un jugement du Tribunal Civil de Papeete en date du 30 juin 1961 enregistré le 21 juillet 1961 vol. 79 F^o 8, et signifié par exploits de Me ASSAUD, Huissier en date des 16 août 1961, 8, 16 et 20 février 1962,

2^o — d'un jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete en date du 26 avril 1963 ayant validé la surenchère du sixième faite par déclaration au greffe le 25 février 1963.

En présence de :

- 1 — Madame Vainini AGNIE, demeurant à Punaauia, 15e kilomètre ;
- 2 — Madame Moea AGNIE, demeurant à Haapiti, Moorea ;
- 3 — Monsieur Robert AGNIE, demeurant à Haapiti, Moorea ;
- 4 — Monsieur Teuiraitera AGNIE, demeurant à Atiha, Moorea ;
- 5 — Madame Tetuaiteroi TUIHANI, demeurant à Vaitoara, Tahaa, ayant Me COCHIN pour Avocat-Défenseur ;
- 6 — Monsieur Tautu PITARA, demeurant à Punaauia

Adjudicataires surenchéris

Il est procédé le 7 juin 1963, en l'audience des Criées du Tribunal Civil de Papeete, séant au Palais de Justice, à la vente en un lot de l'immeuble dont la désignation suit :

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

La terre « TETAMARU » sise au lieu de ce nom d'une superficie totale de quarante quatre hectares quatre vingt ares, ci. 44 ha 80 a

Limitée :

Au nord : par la terre UTURAERAE, sur une longueur de dix sept cent soixante dix sept mètres soixante quinze centimètres ;

Au sud : par la terre Fau Fau 1 et 2 sur une longueur de mille neuf cent vingt quatre mètres cinquante centimètres ;

A l'ouest : par la terre Uturaerae sur une longueur de deux cent trente et un mètres cinquante centimètres ;

Et à l'est : sur une longueur de deux cent quatre vingt mètres cinquante centimètres, par la terre Uturaerae.

Telle que cette terre existe s'étend, se poursuit et comporte avec toutes ses aisances et dépendances sans aucune exception ni réserve et telle au surplus qu'elle figure en un plan dressé par Monsieur Jean CROS, Géomètre.

AUTORISATION ADMINISTRATIVE ET GARANTIE DE SOLVABILITE

La présente vente a été autorisée par décision n^o 1 L.S.L.V. du 2 janvier 1963 mais tout surenchérisseur devra avoir obtenu l'autorisation d'acquiescer exigée par le décret du 25 juin 1934.

Il est en outre rappelé que le jugement susvisé du 26 avril 1963 a dit qu'en vertu des dispositions de l'art. 711 du Code de Procédure Civile, les personnes notoirement insolubles ne seraient pas admises à enchérir.

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions du Cahier des Charges déposé au Greffe des Tribunaux le 5 janvier 1963, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le jugement du 26 avril 1963 savoir :

TROIS CENT TRENTE HUIT MILLE CINQ CENT FRANCS
ci. 338.500 F.C.P.

Fait et rédigé à Papeete, le 3 mai 1963, par l'Avocat-Défenseur soussigné.

G. COPPENRATH.
Avocat-Défenseur.

Etude de M^e LEJEUNE, notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par Me LEJEUNE, notaire à Papeete, le 25 avril 1963, il a été constitué sous la dénomination sociale de : « SOCIÉTÉ TAHITIENNE DE RECHAPAGE », une société à responsabilité limitée au capital de 3.100.000 francs ayant son siège à Papeete, route de Tipaerui et ayant pour objet la création et l'exploitation d'une usine de rechapage des pneumatiques.

La durée de la société a été fixée à cinquante années à compter du 25 avril 1963.

El a été apporté à la société, savoir :

1 ^o — Un terrain sis à Papeete dans la vallée de Tipaerui, dépendant de l'ancien domaine ELZEA, d'une superficie de 4.970 m ² , d'une valeur de . . .	1.500.000
2 ^o — Divers matériels d'une valeur de . . .	1.500.000
3 ^o — Et en numéraire, une somme de . . .	100.000
Total égal au montant du capital social . . .	3.100.000

La société est gérée par :

— Monsieur Gustave Louis Heuri LEVY, propriétaire, demeurant à Papeete, route de Tipaerui,

— Et Madame Ethel Margaret Tepunaatua-i-Peetau NORDMAN, commissionnaire, épouse de Monsieur Noël Harrison

BOURKE avec lequel elle demeure à Pirae, route de Fare-rauape,

Qui, vis-à-vis des tiers, jouissent ensemble ou séparément des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir tous actes relatifs à son objet.

Sur le solde des bénéfices, après dotation de la réserve légale et éventuellement attribution d'un tantième à la gérance, les associés peuvent, avant toute autre répartition, prélever toutes sommes en vue de la constitution de fonds de réserve généraux ou spéciaux dont ils déterminent l'affectation.

Deux expéditions de cet acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete, le 3 mai 1963.

Pour extrait et mention :

Marcel LEJEUNE,

Notaire.

R. TONG YOU - J. BAMBRIDGE - L. REY

Siège à PAPEETE : Avenue Bruat.

Société en nom collectif

Suivant acte reçu par Maître SOLARI, Notaire à PAPEETE, le vingt quatre avril mil neuf cent soixante trois, il a été constitué entre :

1^o) Madame Rose TONG YOU, commerçante, demeurant à PAPEETE, rue Terierooiterai, divorcée et non remariée de Monsieur Georges BAMBRIDGE.

2^o) Monsieur Jean Taia Vahinerii BAMBRIDGE, entrepreneur, époux de Madame Rosina ADAMS, demeurant à PAPEETE, quartier de Fariipiti.

3^o) Et Monsieur Lerie Jules REY, commerçant, époux de Madame Raymonde BLOUIN, demeurant à PAPEETE.

Sous la raison sociale « R. TONG YOU — J. BAMBRIDGE — L. REY ».

Une société en nom collectif, ayant pour objet la création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, l'installation et l'exploitation directe ou indirecte en Polynésie Française, de tous fonds de commerce, de restaurant, brasseries et cafés ainsi que tous autres établissements ouverts au public et dans lesquels se débitent des objets de consommation.

La durée de la société est de vingt cinq années à compter du vingt quatre avril mil neuf cent soixante trois.

Le capital social a été fixé à TROIS MILLIONS DE FRANCS PACIFIQUES (3.000.000 Fr) uniquement en numéraire, savoir :

1 ^o) Par Madame Rose TONG YOU à concurrence de UN MILLION DE FRANCS PACIFIQUES, ci	1.000.000
2 ^o) Par Monsieur Jean BAMBRIDGE à concurrence de UN MILLION DE FRANCS PACIFIQUES, ci	1.000.000
3 ^o) Et Monsieur Jules REY à concurrence de UN MILLION DE FRANCS PACIFIQUES, ci	1.000.000
Total égal au capital social	3.000.000

Les apports ci-dessus ont été libérés par chacun des associés à concurrence de cinquante pour cent (50 %) versés par la caisse sociale ainsi qu'il a été reconnu aux termes de l'acte dont s'agit.

La société est gérée et administrée par un gérant unique choisi soit parmi les associés, soit parmi les tiers, ayant

seul la signature sociale et jouissant, vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et dans la limite de son objet sous les restrictions ci-après énoncées.

Les fonctions de gérant ont une durée limitée à une année. Toutefois, à titre exceptionnel, Monsieur Jules REY, co-associé, a été nommé gérant de la société pour une durée de trois mois à compter du vingt trois avril mil neuf cent soixante trois, aux termes de l'acte dont s'agit.

Le gérant ne peut faire usage de la signature sociale que pour les besoins de la société et seul à peine de nullité même vis-à-vis des tiers, tous engagements pris pour le compte de la société devront énoncer la cause pour laquelle ils ont été souscrits.

Toutefois l'assentiment des associés représente cinquante pour cent (50 %) du capital social sera nécessaire pour conférer au gérant le pouvoir de :

- Signer tous baux quelle que soit leur durée ;
- Contracter tous emprunts hypothécaires ou non ;
- Consentir tous nantissements de fonds de commerce, ainsi que pour réaliser toutes acquisitions, tous échanges ou vente d'immeuble ;
- Consentir toutes donations ou participations aux bénéfices.

La société ne sera pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou l'admission au règlement judiciaire d'un ou plusieurs associés.

Elle continuera, en cas de décès, entre les associés survivants et les héritiers et ayants-droit, le cas échéant de son conjoint survivant commun en biens.

En cas d'interdiction, de faillite ou d'admission au règlement judiciaire, la société continuera entre les autres associés à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de règlement judiciaire, lesquels ne pourront prétendre qu'au remboursement de la valeur de leurs parts.

En cas de perte des trois quarts (3/4) du capital social, la dissolution de la société pourra être prononcée de plein droit à la requête de l'un quelconque des associés.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, les associés règlent le mode de liquidation et nommeront un ou plusieurs liquidateurs par une décision extraordinaire, le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour assurer la liquidation.

Deux expéditions ont été déposées conformément à la loi au Greffe du Tribunal de Commerce de PAPEETE, le six mai mil neuf cent soixante trois sous le numéro 255.

Pour extrait et mention,

SOLARI, Notaire.

Etude de M^{es} GUILPAIN-LEGRAS, Défenseurs

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 16 novembre 1962, enregistré et signifié.

Entre : Madame Elène Terire VAITOARE demeurant à Punaauia, ayant domicile élu en l'Etude de M^{es} GUILPAIN-LEGRAS, défenseurs ;

Et : Monsieur Tetu a PERE, demeurant à Uturoa.

Il appert que le divorce d'entre les époux PERE-VAITOA-RE, a été prononcé aux torts du mari.

Pour extrait :

R. GUILPAIN.

Etude de M^{es} GUILPAIN-LEGRAS, Défenseurs

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 14 décembre mil neuf cent soixante deux, enregistré et signifié.

Entre : Madame WONG NIL KIA c.i. N° 8926, demeurant à Papeete, quartier Tipaerui (Singapour), ayant domicile élu en l'Etude de M^{es} GUILPAIN-LEGRAS, défenseurs.

Et : le sieur Kaou Mine a CHIN KING, employé au magasin Cécile à Papeete, quartier Fariipiti.

Il appert que le divorce d'entre les époux KAOU MINE CHIN KING-WONG TIAM NIL KIA, a été prononcé aux torts du mari.

Pour extrait :
R. GUILPAIN.

Etude de M^{es} GUILPAIN-LEGRAS, Défenseurs

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 11 janvier 1963, enregistré et signifié.

Entre : Madame Jeanine HART, demeurant à Fautaua, ayant domicile élu en l'Etude de M^{es} GUILPAIN-LEGRAS, défenseurs.

Et : Monsieur Robert LEHARTEL, épicerie Roberto Fautaua.

Il appert que le divorce d'entre les époux LEHARTEL-HART, a été prononcé aux torts réciproques.

Pour extrait :
R. GUILPAIN.

ANNONCES DIVERSES

Déclaration au Chef du Territoire de la Polynésie française en date du 10 mai 1963, de l'Association des Propriétaires du Lotissement Bellevue.

But : Défense des intérêts des propriétaires. Siège social - Domaine de Bellevue.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**Code de la route**

Prix broché : 40 francs

Réglementation

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

Statistiques douanières

Année 1961 — Prix : 50 francs

Année 1962 — Prix : 125 francs

Nomenclature douanière

suivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 300 frs

Accidents du travail

Textes réglementaires

Prix broché : 75 francs

Budget - Exercice 1963

300 fr. l'exemplaire

Marine Marchande

Programme des Epreuves des Examens
de la Marine Marchande.

(Arrêté n° 1035 MM du 11 mai 1962)

Prix : 30 francs.

Textes

relatifs aux prestations et allocations familiales au profit
des travailleurs salariés du Territoire.

Prix broché : 20 fr.

Code de l'aménagement du territoire

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961)

Prix : 30 francs.

Affiche

Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la
police des débits de boissons.

Prix : 15 fr.

Arrêtés

portant réorganisation des cadres supérieurs et locaux
des Etablissements français de l'Océanie.

Prix broché : 20 fr.

Recueil

de Textes concernant les Contributions directes et taxes
assimilées.

Mise à jour en janvier 1962.

Prix non broché : 135 fr.

Code du travail

Prix de la brochure : 100 francs

Calendrier pour l'année 1963

Prix en feuille : 5 fr.

SERVICE METEOROLOGIQUE

RÉSUMÉ MENSUEL DU TEMPS

Mois Juillet 1962

Situation générale : Du 1^{er} au 6, l'anticyclone de Pâques, qui s'étend à partir du 3, au Sud de la Polynésie, maintient sur nos régions un courant modéré de NE, puis d'Est. Toutefois la queue d'une perturbation d'Ouest, liée à une dépression se déplaçant au Sud du 40^{ème} parallèle, atteint les Australes et y maintient un temps assez perturbé pendant toute cette période.

Le 7, on note le creusement rapide d'une dépression (1002 mb), au Sud des Cook. Cette dépression s'étend considérablement vers l'Est les 8 et 9 en demeurant quasi stationnaire, et affecte tout le Territoire, à l'exception des Marquises qui vont rester, pendant le reste du mois, dans une zone de hautes pressions.

Du 10, au 13, la dépression se déplace lentement au Sud des Australes ; la zone frontale qui s'y rattache atteint alors les Iles de la Société.

Les 14 et 15, éloignement définitif vers le SE du minimum, et apparition d'un puissant anticyclone (1030 mb), centré au Sud-Ouest de Rapa, qui dirige un fort courant d'Est sur toute la Polynésie.

Entre le 14 et le 16, on observe dans ce courant l'apparition d'une ligne de convergence active entre les Iles de la Société et les Tuamotu. Ce régime

persiste jusqu'au 22 où un desserrement du gradient provoque la diminution du vent.

Le 25, apparition à l'Ouest des Cook d'une nouvelle dépression (1007 mb), qui se décale rapidement les 26 et 27, vers le SSE en provoquant une rotation au Nord et le renforcement de la force du vent.

A partir du 28, légère hausse de pression et formation d'un marais barométrique sur la Polynésie.

Evolution du temps : Du 1^{er} au 6, beau temps sur la majeure partie du pays, malgré quelques averses localisées sur les Marquises, et des pluies sur les Australes.

Du 6 au 10, temps perturbé sur les Australes avec pluies, notamment les 7, 8 et 9. Assez beau temps ailleurs.

Du 11 au 18, à part les Marquises toujours dans une zone de beau temps, ciel nuageux et pluvieux sur toute la Polynésie.

Du 18 à la fin du mois, beau temps simplement interrompu sur les Iles de la Société et les Australes les 26 et 27, par des pluies parfois abondantes.

PRÉCIPITATIONS A TAHITI ET MOOREA (en dixièmes de millimètre)

Dates	Pirae	Faaa	Punaauia	Paea	Papara	Atimaono	Papeari	Vairao	Tehupoo	Tautira	Pueu	Taravao	Afaahiti (218 m)	Hiraa	Papenoo	Paopao	Afareaitu	Haapiti
1	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	9	217	16	*	6	*	*	*
2	*	*	*	*	*	*	80	*	5	*	114	*	64	*	*	*	*	*
3	*	*	*	*	*	21	*	*	*	*	82	21	1	*	4	*	*	*
4	*	*	*	*	9	*	25	*	12	90	2	35	22	*	*	*	*	*
5	*	*	*	35	*	25	*	*	24	*	*	63	26	*	*	*	*	*
6	160	35	*	*	*	*	760	*	115	99	*	40	370	*	*	18	55	56
7	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	76	*	7	*	*	*	*	*
8	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	154	*	*	*	*	*	*	*
9	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	×	*	*	*	*	*	*	*
10	*	56	*	70	12	*	*	*	*	*	×	*	*	*	108	89	67	50
11	250	204	*	485	7	320	113	*	24	101	×	33	34	*	275	251	506	66
12	*	89	*	84	*	55	468	*	15	40	×	50	225	*	412	76	*	57
13	*	*	*	*	273	174	*	*	*	*	×	*	1	*	*	1	*	6
14	*	*	*	*	*	230	*	*	82	100	×	8	13	*	*	*	67	11
15	*	*	*	5	*	750	375	*	1530	105	×	245	244	*	*	414	238	23
16	166	13	*	110	1130	610	1473	*	339	102	×	188	200	*	*	35	51	9
17	*	*	*	5	110	221	72	*	331	27	×	9	9	*	24	16	*	5
18	*	*	*	6	215	G	11	*	92	65	×	61	42	*	32	*	*	*
19	133	*	*	3	*	25	25	*	291	107	×	8	57	*	15	*	*	*
20	155	14	G	*	*	45	*	*	341	*	×	5	5	*	145	19	*	*
21	*	*	*	*	*	20	*	*	127	*	×	4	3	*	128	*	*	*
22	*	*	*	*	*	5	11	*	215	68	1253	8	16	*	4	*	*	*
23	*	*	*	*	*	*	*	*	16	*	*	*	2	*	*	2	*	*
24	190	4	*	5	70	175	17	*	204	77	53	41	29	*	*	*	*	*
25	*	*	*	*	*	70	56	*	*	90	*	20	13	*	*	*	*	*
26	*	*	86	*	*	G	*	*	*	43	33	*	*	*	*	*	168	308
27	470	593	52	285	260	247	227	*	204	382	168	166	2063	*	*	503	45	*
28	*	26	*	*	60	34	*	*	197	*	*	*	*	*	*	12	264	*
29	*	*	*	*	*	36	25	*	95	*	*	55	3	*	*	*	*	*
30	7	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
31	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Total	1531	1034	138	1093	2146	3063	3738	*	4259	1496	1944	1277	3465	*	1153	1436	1461	591
Nb. de j.	8	9	2	11	10	18	15	*	20	15	(10)	20	24	*	11	12	9	10
Tot. moy.	923	1092	524	547	905	1604	1611	*	2524	1875	1560	1849	2316	*	1755	1291	877	×
Nb de j. moy.	8	9	3	7	5	11	15	*	17	17	14	16	18	*	14	12	8	×

	Taiouhae	Atuona	Takarua	Rangiroa	Anaa	Hikueru	Hercheretue	Tureia	Rikitea	Makatea	Bora-Bora	Uturoa	Mopelia	Tahiti(Faaa)							Raiavaea	Rurutu	Rimatara	Tubuai	Rapa				
Pluie en 1/10 ^e de mm.	Total	400	806	409	988		1030	1096		2457	5661	2258	3149	271	1034							2242	2038	2763					
	Nb de j.	5	14	19	16		18	19		21	21	23	16	16	9							16	18	16					
	Tot. moy	1249	1066	464	772		800	843		1192	1415	1259	1225	571	1092							1520	1130	1290					
	Nb de j. moy	13	14	13	11		13	15		15	13	14	13	13	9							12	12	12					
Température en ° C	Tx	30.5	30.8		31.2		30.2	29.6		25.3	30.0	29.1	30.8	31.0	29.4							26.2	29.4	26.8					
	Date	23	09		27		31	02		09	09	03	01	10	02							08	24	03					
	Tx	29.4	28.1		29.5		28.5	27.0		23.3	28.1	27.6	28.6	28.7	27.9							24.4	26.1	23.8					
	Tn	20.0	20.5		21.2		21.2	19.5		16.8	18.0	21.2	21.2	21.5	18.6							14.6	14.4	12.0					
	Date	31	31		30		20	19		16	15	19	09	31	19							15	11	06					
	Tn	22.4	22.1		22.7		23.3	21.8		19.5	21.1	23.1	23.0	23.4	21.2							19.4	17.4	18.9					
	T	25.9	25.1		26.1		25.9	24.4		21.4	24.6	25.4	25.8	26.1	24.6							21.9	21.8	21.4					
	Moy	26.0	25.2		26.6		25.8	24.4		21.9	25.3	25.3	24.3	24.9	24.2							21.3	20.8	21.2					
	08	24.5	25.8		25.3		25.3	24.0		21.9	25.2	24.7	24.3	24.9	24.2							21.3	20.8	20.6					
	14	28.1	26.8		28.5		27.6	25.5		22.5	26.7	26.9	27.4	27.6	27.1							23.4	23.8	×					
	20	×	23.8		×		×	23.8		21.4	24.5	24.7	×	24.9	24.0							21.5	×	×					
Humidité moyenne en % à	08	88	78		87		81	85		80	83	85	87	82	81							85	86	84					
	14	70	73		75		72	88		79	78	77	77	72	71							78	79	×					
	20	×	83		×		×	86		83	87	84	×	82	80							84	×	×					

REMARQUES : Total = total des relevés du mois - Nb. de j. = nombre de jours du mois où le phénomène est observé - Tot. moy. = moyenne des totaux du mois de la période d'observations - Nb. de j. moy. = nombre moyen des jours correspondant au Total moyen - Tx. = température maximum absolue du mois - Tx. = moyenne des maximums journaliers du mois - Tn. = température minimum absolue du mois - Tn. = moyenne des minimums journaliers du mois - T. = température moyenne mensuelle - Moy. = moyenne: température moyenne mensuelle de la période d'observations - A 08, 14 et 20 heures (fuseau de Tahiti) sont données les moyennes mensuelles de la température et de l'humidité.

Résumé climatologique

Précipitations : A l'exception des Marquises et de Mopelia, les pluies, en juillet, sont très largement excédentaires, en particulier dans les Iles Sous-le-Vent ainsi qu'à Makatea où elles atteignent presque le quadruple de la moyenne. Elles sont également excédentaires dans l'Île de Tahiti sauf dans les districts de Punaauia, Tautira et Taravao.

Températures : Les températures moyennes mensuelles sont très faiblement supérieures à la température moyenne pour la période d'observation.

Phénomènes particuliers : Aucun phénomène particulier n'a été signalé.